AMATORA MU MAHORO

Système de monitoring des principes démocratiques et de prévention de la violence électorale

Deuxième Rapport

26 avril – 30 mai

I. Contexte Politique

Le projet Amatora Mu Mahoro présente son deuxième rapport dans un contexte d'impasse politique et d'insécurité grandissante. Ce deuxième rapport se base sur les résultats des indicateurs relatifs aux initiatives de paix et aux incidents vérifiés de violence électorale, du 26 avril au 30 mai. Les élections communales du 24 mai constituent le premier moment et une étape cruciale d'une série de cinq scrutins.

Le présent rapport tente de mettre en lumière les causes de l'impasse politique qui règne actuellement au Burundi, par l'analyse des incidents liés aux enjeux électoraux recensés et des perceptions de la situation par les points focaux du projet présents dans toutes les communes du pays.

Il importe de rappeler les événements majeurs du contexte actuel :

La campagne pour les élections communales a démarré le 5 mai et a pris fin le 18 mai à 18 heures. La première semaine de la campagne s'est globalement passée dans le calme. La deuxième semaine a toutefois vu un surcroit de tensions, par des assassinats à dimension politique, des affrontements et des harcèlements verbaux entre des différents partis politiques.

Pendant la campagne électorale, plusieurs initiatives de paix ont été menées par les ONG nationales et internationales, les organisations religieuses et le gouvernement. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a su, à plusieurs reprises, résoudre avec succès les disputes entre les partis politiques sur les lieux de la campagne.

Dans la soirée de la veille du scrutin, initialement prévu pour le 21 mai, la CENI a décidé de reporter les élections de 48 heures, puis de 72 heures, au 24 mai 2010. Ce report était motivé par des raisons logistiques et il n'y a pas eu de contestations.

Le scrutin du 24 mai s'est déroulé dans le calme et la sérénité sur toute l'étendue du territoire national selon les observateurs nationaux[1] et internationaux, les confessions religieuses et les médias. Avec l'annonce des premiers résultats via les médias, le lendemain du scrutin, huit partis politiques ont rejeté les résultats. Par la suite, 12 partis[2] d'opposition se sont unis pour créer l'Alliance Démocratique pour le Changement dénommée ADC-Ikibiri.

Les résultats provisoires annoncés par la CENI le 28 mai placèrent le CNDD-FDD comme vainqueur avec 64.03% de suffrages au niveau national. Le parti FNL venait en deuxième position avec 14.15% suivi par l'UPRONA avec 6.25% ; le parti SAHWANYA FRODEBU arrivait en 4ème position avec 5.43% et le MSD en 5ème avec 3.75%.

L'ADC-Ikibiri et le parti UPRONA -lequel n'avait cependant pas rejoint l'alliance de l'opposition-, reprochèrent à la CENI d'être complice du CNDD-FDD dans l'organisation de « fraudes massives » des élections du 24 mai 2010. Les 13 partis contestataires ont alors réclamé la dissolution de la CENI, l'annulation des résultats et la tenue de nouvelles

[1] Voir à ce titre les déclarations préliminaires des organisations nationales suivantes : COSOME, CEJP, OLUCOME, OAP, OADAME, Fontaine ISOKO, Duhirehamwe

[2] ADR-IMVUGAKURI, CDP, CNDD, FEDS-SANGIRA, FNL, MSD, PARENA, PIT, PPDRR-BAVANDIMWE, RADEBU, SAHWANYA-FRODEBU, UPD-ZIGAMIBANGA

élections communales. La CENI et ses démembrements réfutèrent néanmoins l'ensemble de ces accusations. Les recours introduits auprès des Commissions Electorales Provinciales Indépendantes (CEPI) ont été systématiquement rejetés par ces dernières, statuant qu'aucune preuve matérielle de fraude n'avait été apportée par les plaignants. Ils prirent en témoins les mandataires de ces partis, présents sur les bureaux de vote pour observer le déroulement du scrutin.

Avant même que les CEPI se prononcent sur ces recours, les présidents des partis FRODEBU, FNL, CNDD, MSD et UPD ont procédé, le 2 juin, au retrait de leurs dossiers de candidature aux élections présidentielles prévues le 28 juin 2010. L'UPRONA leur emboita le pas le 5 juin 2010, laissant ainsi le candidat du CNDD-FDD seul dans la compétition. La CENI prit position face à ces retraits en déclarant que le calendrier électoral serait maintenu même s'il resterait une seule candidature au scrutin présidentiel.

Les premiers affrontements entre la police et les militants de l'opposition ont eu lieu samedi 29 mai au nord de la capitale. Selon ces militants, des urnes remplies de bulletins de vote avaient été découvertes à Kinama. Des dizaines de personnes ont été arrêtées à la suite de ces affrontements et certaines ont été par la suite écrouées à la prison centrale de Mpimba.

La tension a continué à monter suite à la déclaration du Ministre de l'Intérieur selon laquelle seuls les partis ayant présenté un candidat seraient autorisés à participer à la campagne présidentielle ; les autres se sont ainsi vus interdits de tenir des réunions politiques. En conséquence, une réunion de l'alliance ADC-Ikibiri a été interdite par la police le 7 juin 2010 dans la commune de Gashikanwa à Ngozi.

Dans la soirée du 12 juin, premier jour de la campagne présidentielle, des grenades ont été lancées sur des places publiques à Bujumbura blessant au moins cinq personnes. Les attentats à la grenade ont continué toute la semaine à Bujumbura comme à l'intérieur du pays ; des permanences du CNDD-FDD ont été incendiées ici et là dans les provinces. La campagne présidentielle se déroule ainsi dans un climat de tension où les électeurs subissent la pression contradictoire des chefs politiques : la mouvance présidentielle les invitant à se rendre en masse aux urnes et l'opposition les incitant au contraire à boycotter les élections.

Toutefois, des tentatives de rapprochement ont eu lieu afin de renouer avec le dialogue entre les partis politiques et la CENI. Ainsi, sur l'initiative du Conseil National des Bashingantahe en collaboration avec la Coalition de la Société Civile pour le Monitoring des Elections (COSOME), un atelier de réflexion sur l'évolution du processus électoral au Burundi est organisé à Bujumbura le 8 juin 2010. A ce forum d'échange ont pris part certains représentants des partis politiques dont l'UPRONA, le PIT, le CNDD, ADR, FNL, MSD, et quelques organisations de la société civile. Des recommandations ont été formulées aux partis politiques et à la CENI en vue de renouer avec le dialogue et sortir de cette impasse politique. Il faut enfin noter également les prises de positions unanimes des missions diplomatiques, des églises et de la société civile appelant les acteurs politiques au dialogue et à la préservation des acquis du processus de paix.

II. Analyse des données de la période 26 avril – 30 mai

Le présent rapport d'Amatora Mu Mahoro est le fruit de la collecte des informations recueillies par plus de 400 points focaux du projet sur trois thèmes : les indicateurs de violence, les initiatives de paix et les incidents vérifiés de violence. La période de collecte de données pour ce deuxième rapport va du 26 Avril au 30 Mai.

Les données sur les initiatives de paix ne sauraient être exhaustives et donnent un aperçu des types d'initiatives dans le pays ainsi que de leurs principaux organisateurs.
Les données sur les incidents de violence sont vérifiées par au moins deux sources officielles, dont un témoin oculaire dans la plupart des cas.
Les indicateurs de la violence font l'objet d'un sondage hebdomadaire des perceptions sur la situation en général dans chaque commune.

Ce rapport couvre les cinq points suivants :

- Facteurs d'influence pendant la période recensée
- Violences électorales causées par des membres de partis politiques
- Neutralité des institutions étatiques
- Sécurité générale
- Initiative de paix

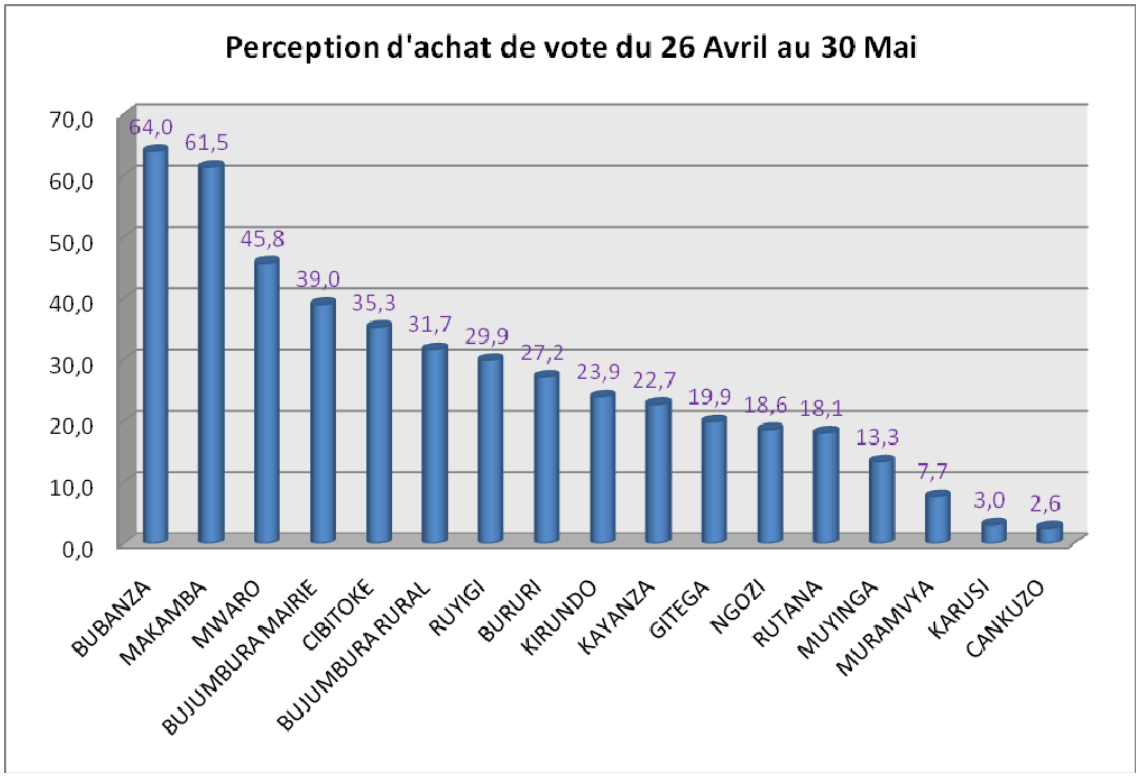
II.1. Facteurs d'influence pendant la période recensée

II.1.1. Perception d'achat de conscience/pression économique

73,3% : non, il n'y a pas eu d'achat de votes

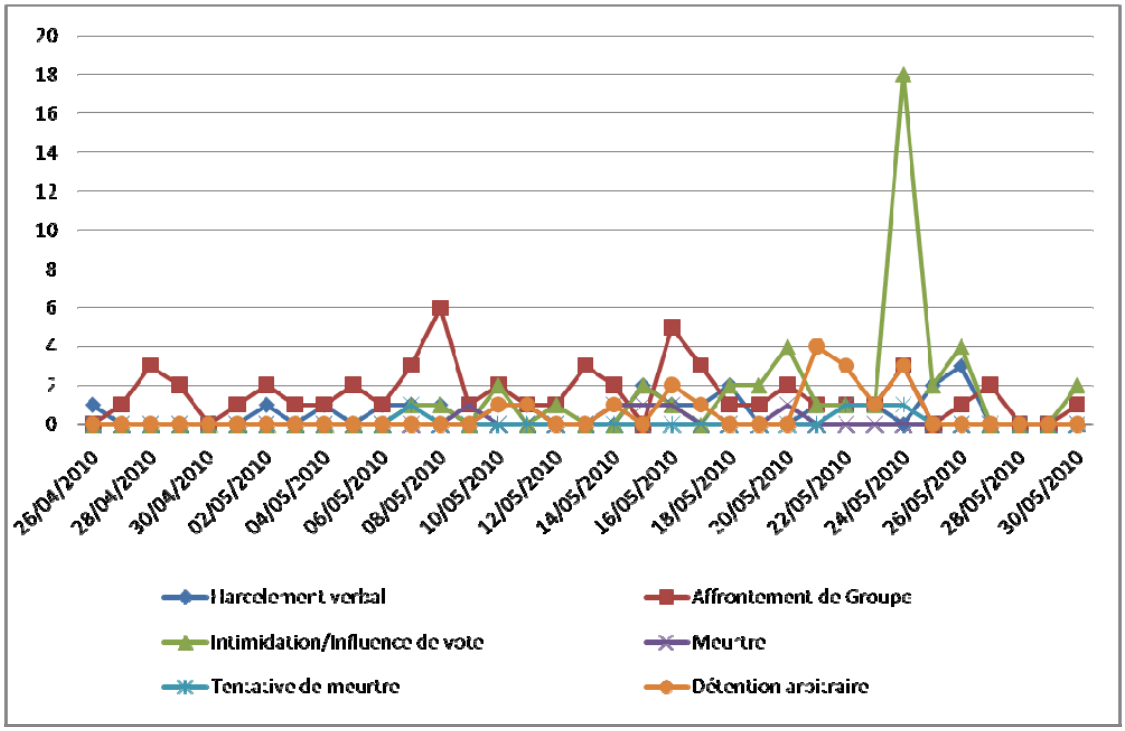
26,7% ; oui ayant perçu un achat des votes

Au vu des données globales, 73, 3% des points focaux du projet indiquent qu'il n'y a pas de perception d'achat de vote. Toutefois, le pourcentage de 26.7% ayant perçu un achat des votes mérite une analyse plus profonde. Ce phénomène peut avoir un impact important sur le choix des électeurs qui participent aux élections et qui ne votent pas par conviction pour un ou l'autre des programmes politiques.



D'après les données de ce rapport, il est évident que certaines provinces accusent un taux élevé de perception d'achat de vote. Il s'agit notamment des provinces de Bubanza avec un taux de 64%, de Makamba avec 61,5%, de Mwaro avec 45,8%, de la Mairie de Bujumbura avec 39% et de la province de Cibitoke avec 35%. Cette situation peut s'expliquer par le fait que dans ces provinces les votes étaient fortement contestés entre les formations politiques. A titre d'exemple, les provinces de Bubanza et de Cibitoke étaient considérées comme ayant un grand nombre de militants en particulier du CNDD-FDD et du FNL, ce dernier étant considéré par certains analystes politiques comme majoritaire dans ces provinces. Quant à la province de Makamba, la présence de certains partis politiques jugés aussi très actifs, tels que le CNDD-FDD, le Sahwanya-FRODEBU et le CNDD, pourrait expliquer cette situation.

II.1.2. Facteurs d'influence sur le choix des votants



Ce graphique montre les incidents majeurs recensés par jour pendant la période couverte. Les catégories qui sont jugées avoir un impact potentiel sur le choix des électeurs sont notamment : les affrontements de groupes des partis politique, les meurtres, les tentatives de meurtre, les harcèlements verbaux, l'intimidation/l'influence de vote et les détentions arbitraires.

Pendant la campagne électorale (du 5 au18 mai), on constate une augmentation sensible des incidents de violence liés aux enjeux électoraux. En particulier, les affrontements violents entre groupes des partis politiques se sont multipliés et quatre cas de meurtres ont été recensés par le projet au cours des deux semaines de la campagne électorale. Cette forme de violence dont les victimes proviennent en premier lieu des partis politiques peut influencer les non-partisans de partis politiques.
Les incidents enregistrés dans la catégorie intimidation/influence de vote a augmenté à l'approche des élections. Dans cette catégorie, 18 incidents ont été enregistrés le jour du scrutin.
La majorité de ces cas ont été recensés dans les provinces de Muramvya avec 7 cas (5 cas d'intimidation et 2 cas d'influence de vote), Ngozi avec 7 cas d'intimidation, Rutana avec 5 cas (4 cas d'intimidation et 1 cas d'influence de vote), Ruyigi avec 5 cas d'intimidation. Cette situation peut s'expliquer par les activités politiques intenses liées à la campagne électorale.

Les harcèlements verbaux sont principalement enregistrés dans la province de Bujumbura-Mairie avec 5 cas, alors qu'aucune autre province n'a enregistré plus de deux cas.

II.1.3. Arrestations illégales/arbitraires

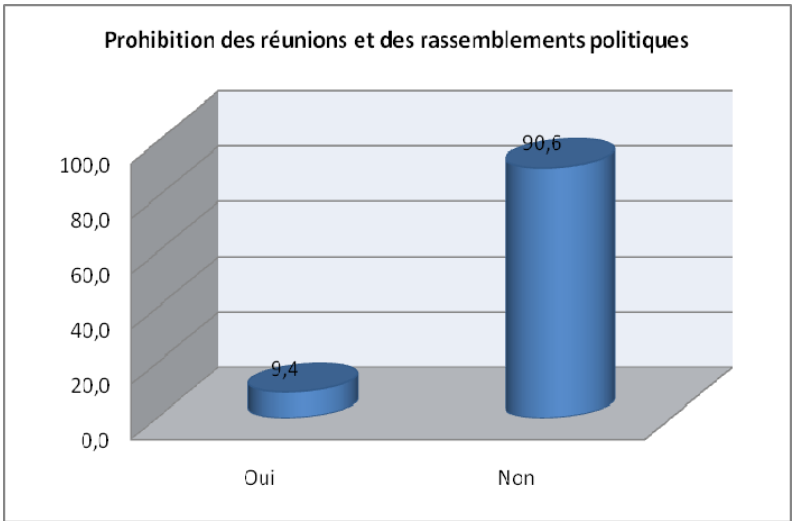
Le projet a recensé 17 incidents de détentions arbitraires, notamment dans les provinces de Cibitoke, Gitega et Kayanza qui viennent en tête avec respectivement 4, 3 et 2 cas. Une détention/arrestation arbitraire ou illégale peut se produire si les corps administratifs et judiciaires se laissent manipuler par les politiques et perdent ainsi leur neutralité.

Perceptions d'arrestations illégales/arbitraires basées sur l'appartenance politique

	Effectifs	Pourcentage
Oui	207	10,8
Non	1467	76,6
Incapable de déterminer	242	12,6
Total	1916	100,0

Les chiffres relevées par les fiches de situation donnent une vue globale de la perception d'arrestations illégales basées sur l'appartenance politique au niveau national. Pour cet indicateur, les statistiques donnent une situation normale (76,6% des cas recensés). Cependant, 10,8 % des cas perçus témoignent d'arrestations illégales/arbitraires basées sur des appartenances politiques.

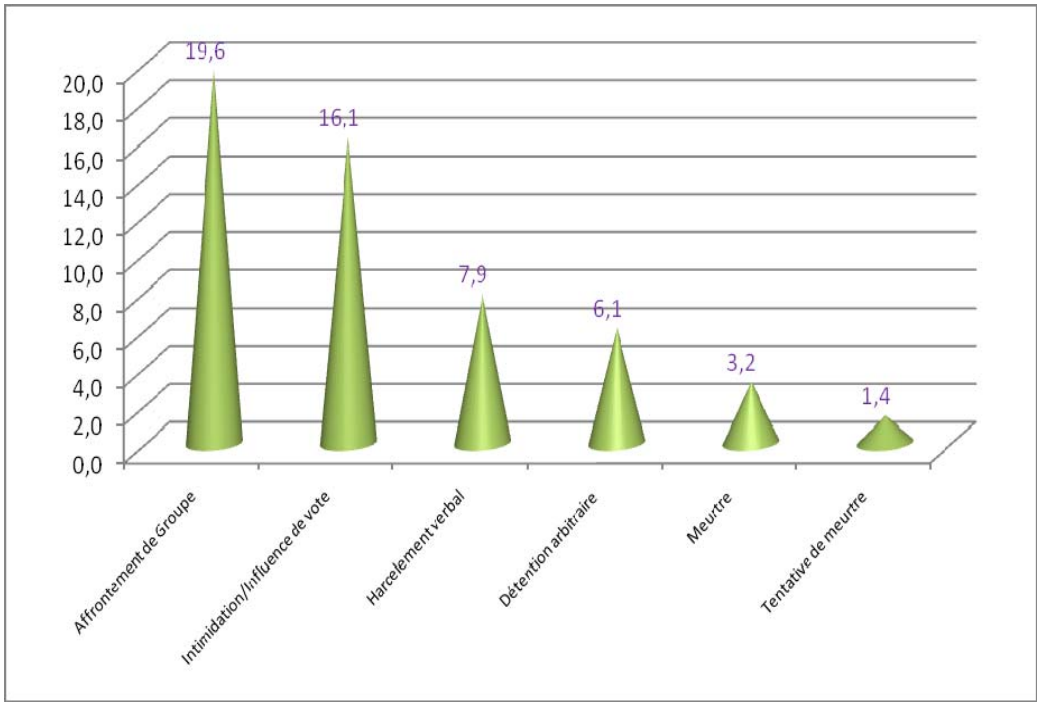
II.1.4. Prohibition des réunions et des rassemblements politiques



Les résultats présentés ci-dessus démontrent une situation d'interdiction ou de prohibition des réunions qui n'est pas alarmante. En effet, seulement 9.4% des points focaux qui se sont exprimés ont signalé une situation d'interdiction des réunions. Par ailleurs, malgré les prohibitions recensées, la majorité des réunions politiques a pu avoir eu lieu. Dans la plupart des cas, les acteurs impliqués dans l'organisation ont été en mesure de régler les litiges éventuels (portant en général sur les lieux, la date et la durée de la réunion proposée).

II.2. Violences électorales causées par des membres de partis politiques

II.2.1. **Principaux incidents[3]de violences liées aux enjeux électoraux**

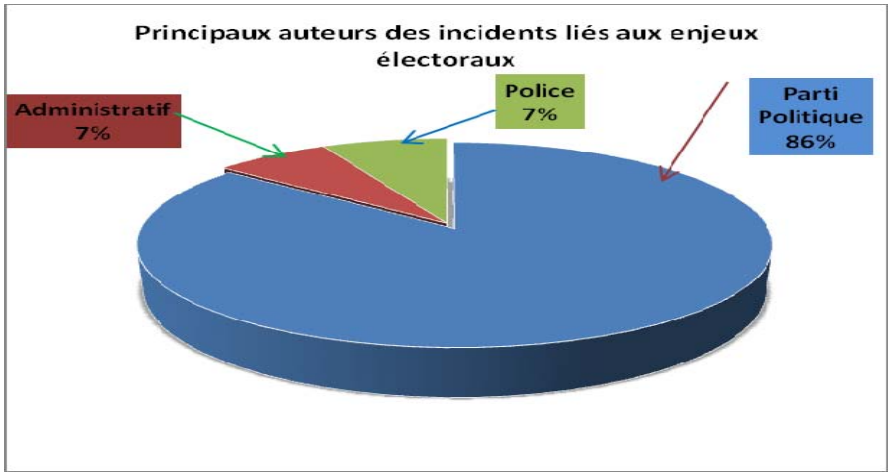


Sur l'ensemble des incidents de violence enregistrés dans la période couverte, les affrontements de groupes entre partis politiques représentent les incidents de violence les plus courants avec 19,6%.

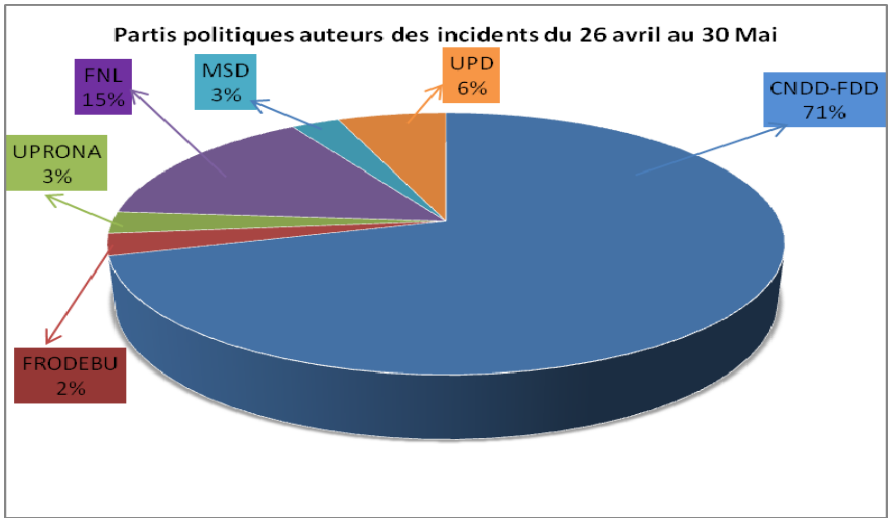
Comme le graphique II.2.1 le manifeste, les affrontements entre groupes des partis politiques se sont multipliés pendant la campagne. Certains cas d'affrontements rapportés ont même provoqué des blessés et parfois même de morts. Les provinces de Ngozi, Bururi, et Rutana totalisent à elles seules 45.5% des cas recensés.

[3] Nous avons considéré 5 principaux types d'incidents adaptés au contexte actuel

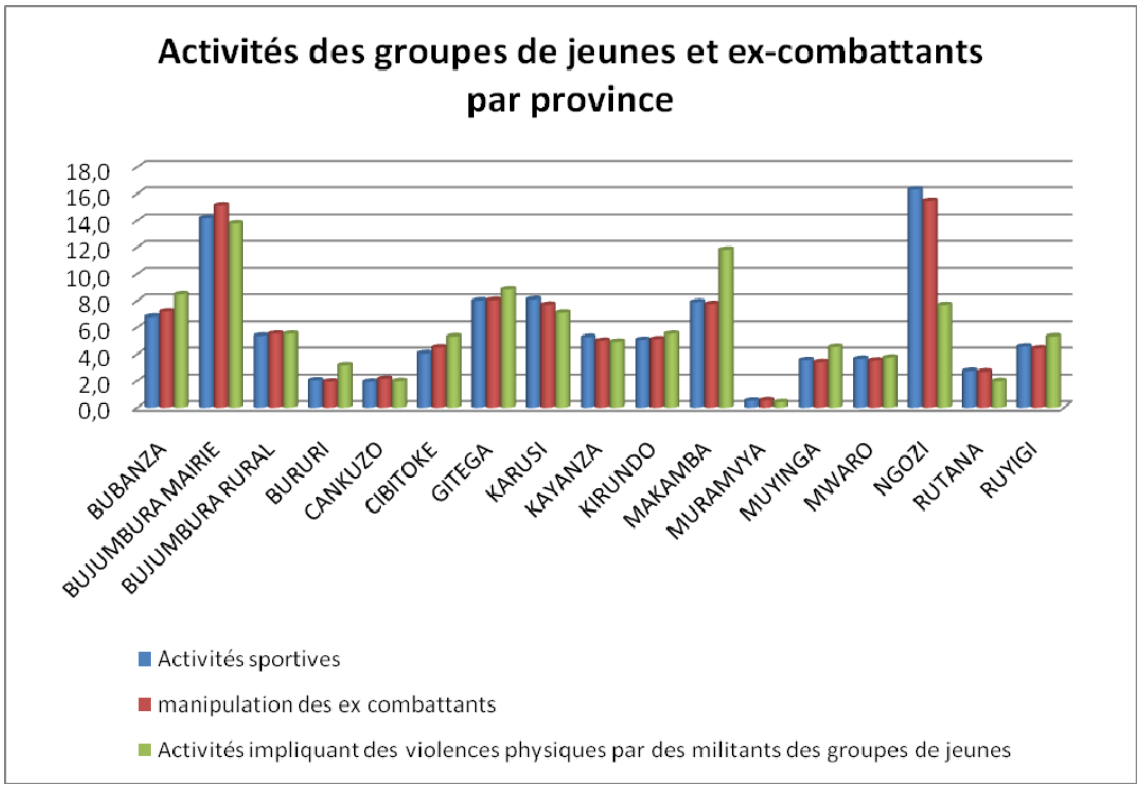
Les principaux auteurs identifiés d'incidents de violence



Comme le montre le graphique ci-dessus, 86 % des incidents de violence où les auteurs étaient identifiés sont causés par les partis politiques. Le graphique ci-dessous montre la répartition des incidents selon les partis politiques.



II.2.2. Groupes milices des jeunes et ex-combattants



Selon les fiches de situation, les activités des milices de groupe de jeunes ont été plus nombreuses dans les provinces de Ngozi, Bujumbura Mairie, Karusi, Gitega, Makamba et Bubanza. En revanche, une province comme Kirundo, fortement médiatisée et régulièrement citée comme théâtre d'activités violentes de jeunes, ne vient paradoxalement pas en tête. Les activités impliquant des violences physiques ont été fréquentes dans les provinces de Bujumbura Marie, Makamba, Gitega et Bubanza. En général, cette situation peut s'expliquer par le souci de conquérir l'électorat par la force (et par l'intimidation). Les provinces de Ngozi, Gitega, et Bujumbura Mairie ont en effet une forte densité de la population en âge de voter.

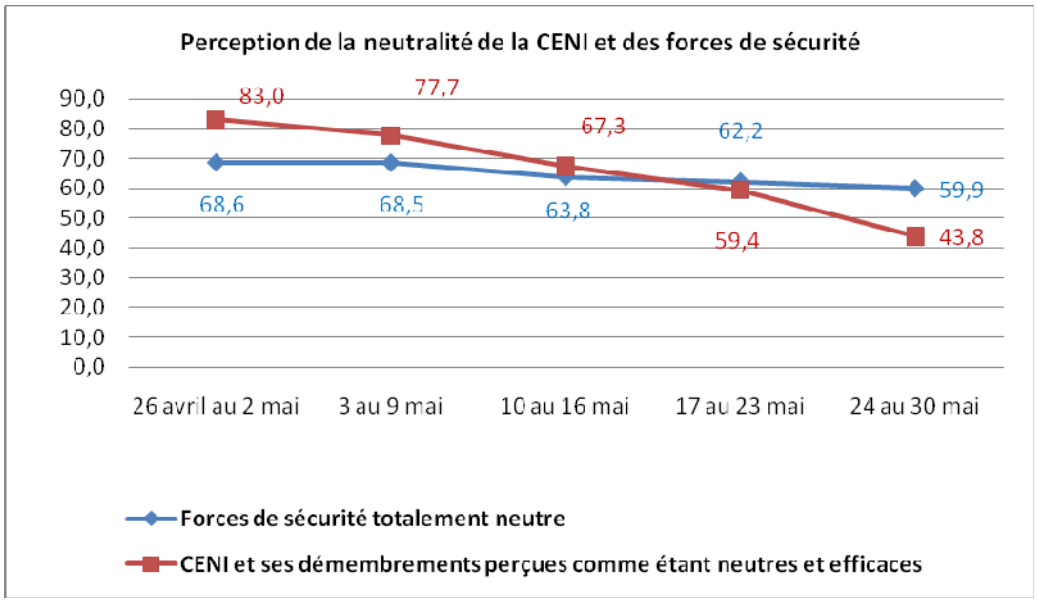
Il y a lieu de constater une manifestation notable de manipulation des ex-combattants à des fins politiques dans les provinces de Ngozi, Bujumbura Mairie, Gitega, Karusi, Makamba et Bubanza. Les raisons ci-évoquées valent également pour cette situation.

II.3. Neutralité des institutions étatiques

II.3.1. Utilisation des biens publics

Dans les quatre semaines recensées avant les élections, sur l'ensemble du territoire, **57,1 %** des points focaux ont rapporté que les autorités étatiques ont utilisé les biens publics au service de leurs partis politiques. Ce pourcentage diminue après les élections. Ce constat a été confirmé par différentes déclarations de quelques ONG.

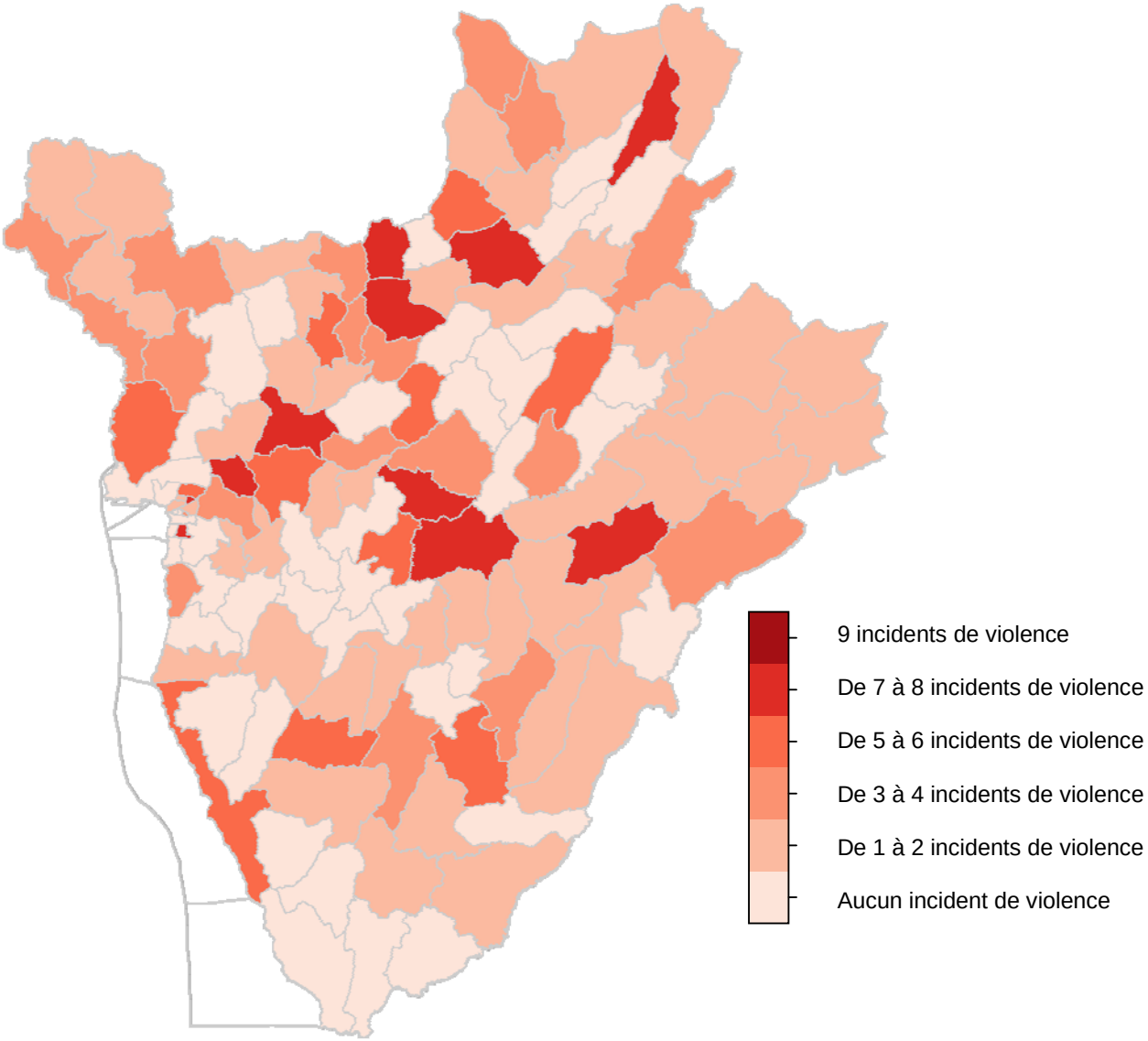
I.3.2. Perception de la neutralité et de l'efficacité de la CENI et des forces de sécurité



La CENI a été toujours appréciée pour sa neutralité et son efficacité. A partir de la troisième semaine du mois de mai, on constate une forte baisse de la perception de sa neutralité et de son efficacité réduite à 43,8% après les élections. En revanche, la perception de la neutralité des forces de sécurité et le travail effectué par ces forces semble être apprécié par la population et est demeurée stable tout au long de la période recensée.

II.4. Sécurité générale

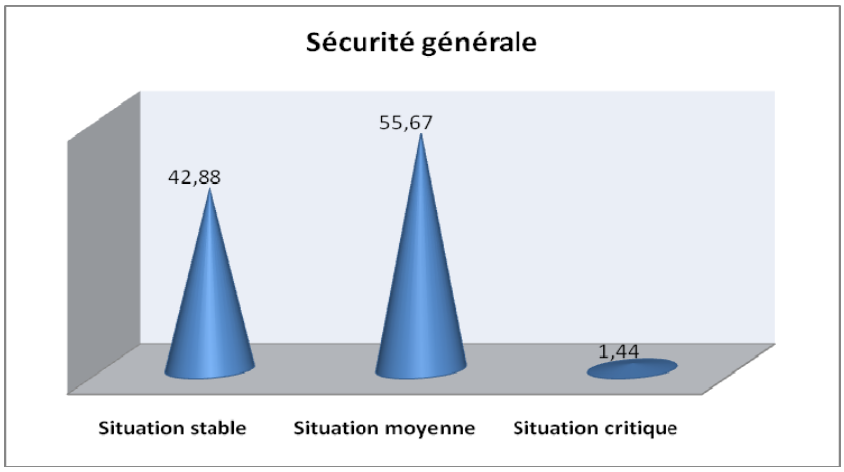
II.4.1. Cartographie des incidents de violence au niveau national



Sur les 129 communes, 89 ont vu entre 1 à 9 incidents de violence dans la période couverte par le rapport. Les communes les plus touchées par la violence électorale pendant cette période furent : Musaga (Bujumbura Mairie) avec 9 incidents ; Mubimbi (Bujumbura Rural), Giheta, Gitega (Gitega), Bwambarangwe (Kirundo), Mwumba (Ngozi), Bukeye (Muramvya), Kiremba, Ngozi (Ngozi) et Ruyigi (Ruyigi) avec 7 à 8 incidents. Même si le nombre d'incidents a été moins dans les communes de Gihanga (Bubanza), Gihosha, Nyakabiga (Bujumbura Mairie), Kirundo (Kirundo), il faut tout de même signaler que cinq meurtres ont eu lieu dans ces provinces.

II.4.2. Perception de la sécurité en général

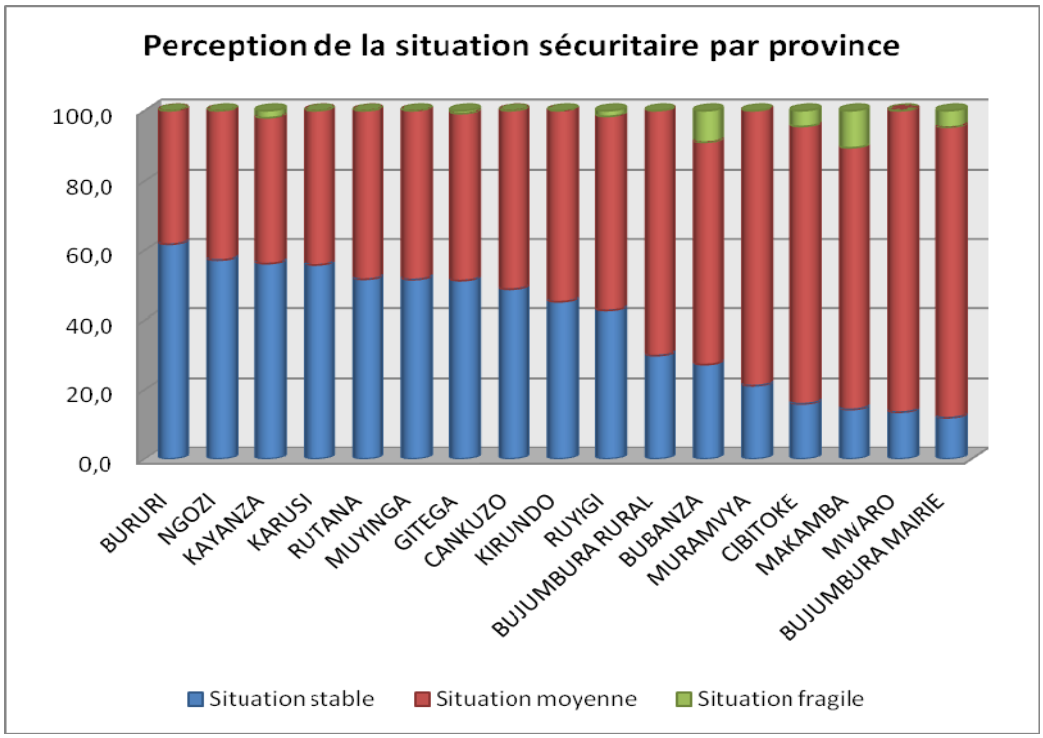
Perception de la sécurité générale



Selon les sous-indicateurs des formulaires utilisés[4], 42,88% des points focaux ont estimé que la situation est restée en général stable durant la période en revue, alors que 55, 67% ont considéré que la situation est restée moyenne durant la même période.

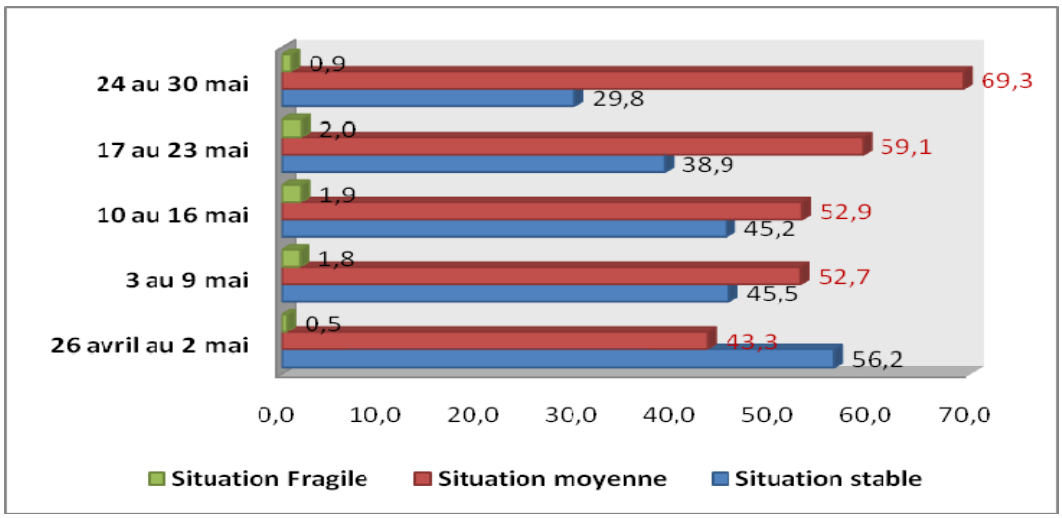
[4] Coups et blessures par des agents de sécurité, perception de liens entre les actes de banditisme et la politique, réserve/le stockage des denrées alimentaires, couvre-feux imposés, attentions inhabituelles aux nouvelles médiatiques

I.4.3 Sécurité générale par province



En général, la situation sécuritaire est considérée moyennement stable au cours de la période couverte. Elle est plus stable dans la province de Bururi et moins stable dans la province de Bujumbura Mairie. La province de Makamba est perçue en situation fragile.

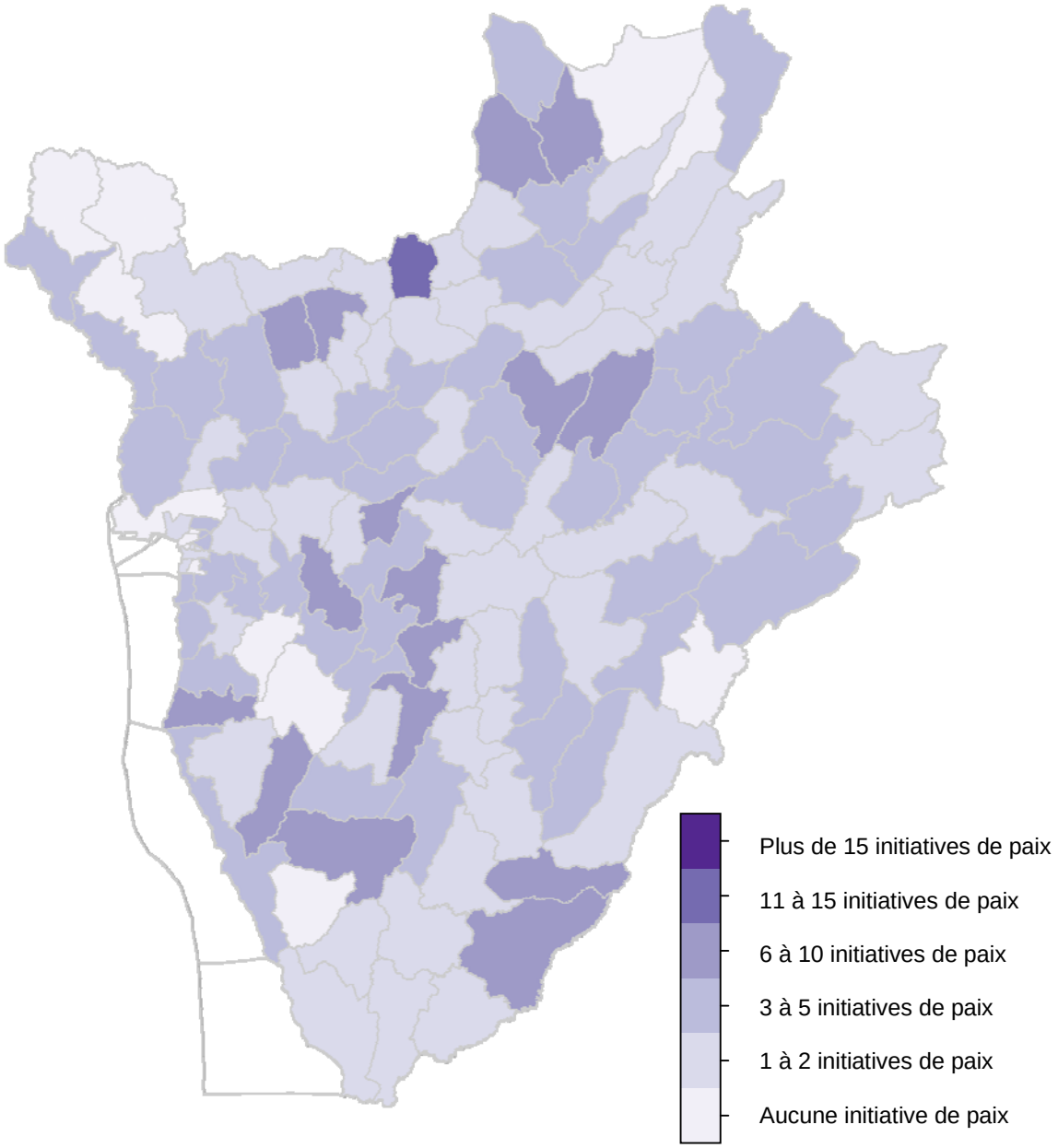
II.4.4 Sécurité générale par période



Le graphique montre que plus on avance vers les élections, plus la situation sécuritaire se détériore. En effet, on note une augmentation de la perception d'une situation fragile dans la semaine qui précède les élections.

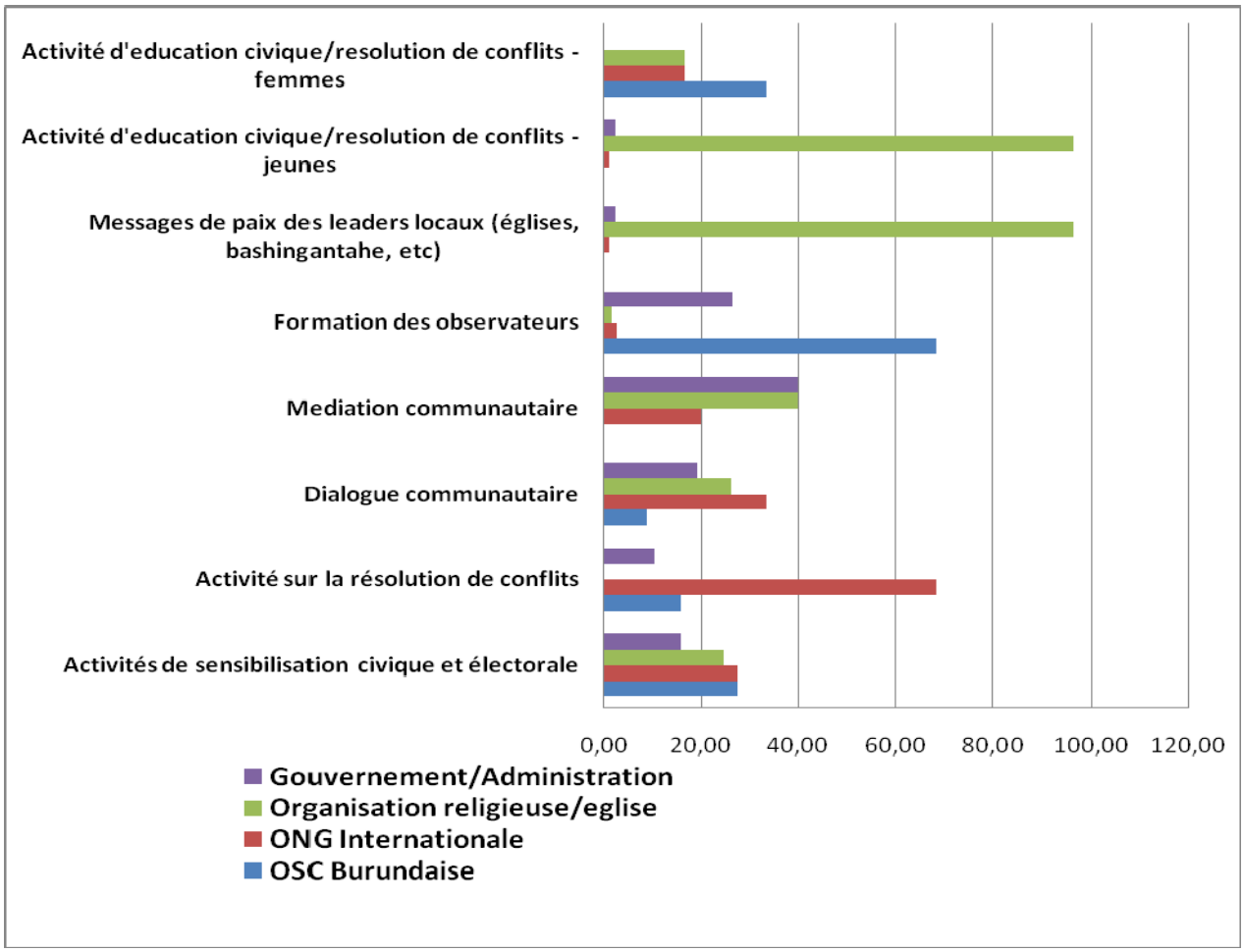
II.5. Initiatives de paix

II.5.1. Cartographie des initiatives de paix



La période en revue a connu une forte activité au niveau des initiatives de paix menées par les organisations religieuses (29% des activités), les ONG internationales (21% des activités), les organisations burundaises (27%) et le gouvernement/administration (17 %).

II.5.2. Initiatives de paix selon les organisateurs



Comme le montre ce graphique, les principales activités menées dans ce cadre ont été la sensibilisation civique et électorale, la formation des observateurs, les messages de paix, le dialogue communautaire, la résolution des conflits, les initiatives ciblées pour les femmes et pour les jeunes ainsi que les messages de paix par les leaders locaux/communautaires. Il y a lieu de constater que les confessions religieuses et les ONG internationales ont joué un grand rôle dans ce domaine.

III. ANNEXE

III.1. Sur le projet Amatora Mu Mahoro

Le projet Amatora Mu Mahoro, fruit d'un effort conjoint de plus d'une dizaine d'organisations nationales et internationales, identifie les zones vulnérables à la violence électorale ainsi que les initiatives de paix à travers le pays. Le projet vise à soutenir des réponses appropriées et à promouvoir la tenue pacifique des élections de 2010 au Burundi. Amatora Mu Mahoro a démarré le 26 avril et se poursuivra jusqu'à la fin du mois de septembre, au terme du cycle électoral en cours au Burundi.

Amatora Mu Mahoro est fondé sur une méthodologie de recherche qui rapporte les occurrences des activités de la paix et des violences électorales recueillies auprès de plus de 400 points focaux dans l'ensemble des 129 communes du Burundi. Le système se donne à voir également par une plate-forme web : http://www.burundi.ushahidi.com.

Le logiciel 'ushahidi' (Kiswahili pour témoin) a été développé au Kenya, en réponse aux violences post-électorales qui avaient secoué le pays en 2007-2008 et a été ensuite adapté au contexte du Burundi ainsi qu'à de nombreux pays en Afrique et dans le monde. Il permet le partage rapide de l'information sur les initiatives de paix et les incidents de violence par le moyen de SMS.

En offrant des données fiables, et à travers le partage d'information, le programme vise à consolider les acquis du Burundi dans la construction d'une paix durable. Le Burundi a fait l'objet d'une attention considérable ces dernières années compte tenu de son succès dans l'achèvement du processus de paix post conflit, la tenue d'élections pacifiques en 2005 et les progrès démocratiques dans la région des Grands Lacs.